

## Communiqué de la Fédération calédonienne du BTP (FCBTP) 02 mars 2021

### Le BTP en chute libre !

Alors que la Nouvelle-Calédonie est plongée dans une crise sans précédent à la fois économique, sanitaire et maintenant institutionnelle, la FCBTP tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme.

Sans vouloir céder complètement au catastrophisme, ni nous immiscer dans les méandres politiques, il est cependant impératif de dresser un énième bilan afin de clarifier, nous l'espérons, une fois pour toutes l'urgence de la situation et enfin, de redorer le blason de notre secteur, deuxième pourvoyeur d'emplois, mais relégué aux oubliettes de l'économie calédonienne depuis trop longtemps.

En effet, depuis quatre ans, nous n'avons cessé d'alerter les instances sur les prémices d'une crise économique qui a fini par s'installer durablement. Certes, la défiscalisation locale (Rili 1 et 2) aura permis de nous redonner un certain souffle, mais la fin du dispositif en 2019 nous a plongés dans de nouvelles inquiétudes.

Notre secteur a mal été soutenu, car trop souvent mal considéré : peu de projets d'envergure, pas de visibilité, pas de plan de relance, de plus en plus d'entreprises en difficulté avec le spectre du licenciement et de la fermeture... Nous sommes montés au créneau maintes fois, mais en vain.

S'il est vrai que la crise sanitaire mondiale liée au Covid-19 depuis un an a impacté quasiment tous les secteurs économiques, le BTP est aujourd'hui réellement au pied du mur et a besoin d'être entendu, soutenu.

**Alors que les analyses de l'Institut d'émission d'outre-mer dressent comme souvent un bilan édulcoré et incomplet, que les données sur l'emploi de l'Institut de la statistique et des études économiques s'arrêtent au deuxième trimestre 2020, la FCBTP souhaite faire état du contexte dramatique de son secteur. Nous sommes certainement les mieux placés pour en parler !**

Selon notre dernière enquête auprès de nos adhérents, les chiffres

viennent conforter l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

- Visibilité : six mois tout au plus.
- Bureaux d'études et cabinets d'architecture : quasiment plus de commandes.
- Perte de chiffres d'affaires sur la dernière année : 30 %.
- Carnets de commande actuel : à peine 27 % du chiffres d'affaires de référence
- La rénovation : désormais 30 % du chiffre d'affaires du secteur (au lieu de 10 % auparavant).
- Pas d'embauche : les CDI sont figés et les CDD représentent à peine 15 % ; le travail intérimaire est stoppé, car il n'y a plus d'offre.
- 3 000 emplois perdus, soit 30%, en moins de 10 ans.
- Moins de 6 000 salariés d'ici la fin de l'année.
- La dégringolade des ventes de ciment depuis 2016.
- La hausse vertigineuse récente des matières premières
- Pertes liées à la crise sanitaire : entre 4 et 5 milliards de francs.

**Le pire est qu'il n'y a plus aucun projet à venir, aucune consultation ou appel d'offres en vue : avant la fin de l'année, la mort du bâtiment et des travaux publics est annoncée.**

**Il est temps pour nous de revendiquer notre statut de constructeurs, de bâtisseurs du pays au sens propre comme au sens figuré, de filière innovante avec des nouveaux métiers dans la transition numérique, énergétique... Nos entreprises sont capables de s'adapter à partir du moment où des projets sont sortis des cartons !** Rappelons que la relance de notre secteur du jour au lendemain n'est guère envisageable, car conditionnée par la durée des études, souvent très longues.

En ces temps de crise économique et politique, faut-il rappeler que le BTP est avant tout un vecteur de cohésion, voire d'ascenseur social : les jeunes sans qualification et en déshérence peuvent y trouver leur voie, gravir les marches de la formation professionnelle et les salariés les moins diplômés assurer un niveau de vie pérenne grâce à leurs salaires. A titre d'exemple, la construction d'un logement équivaut à deux emplois créés !

Les incidents à l'usine du Sud ou les blocages à la SLN sont aussi venus

aggraver la situation en général. Politiquement et institutionnellement de très mauvais signaux sont aujourd'hui émis, à l'extérieur également (cf. expression des magazines métropolitains : « le borbier calédonien ») : la Nouvelle-Calédonie n'inspire plus confiance aux investisseurs et les projets d'envergure restent en standby ou sont carrément annulés (Carré Rolland, barrage de Pouembout, Centrale Electrique pays, réfection de la piste de l'aéroport Tontouta, marina de Nouré).

Nos interrogations :

- Quelle feuille de route désormais pour le BTP dans ce contexte d'enlisement total ?
- Comment construire ensemble un plan de relance ?
- Qui pour nous soutenir ?

Le BTP au bord de la rupture et de l'asphyxie appelle à une plus grande implication des décideurs économiques et politiques ... Sans concertation et surtout sans considération notre secteur se meurt, lentement, mais sûrement ! Avec des conséquences catastrophiques pour tout le pays.

Mais nous restons fiers, malgré tout, de ce que nous sommes et avons toujours été : une vitrine d'une Calédonie en construction !

Le président de la FCBTP  
Silvio Pontoni